

CIBLE

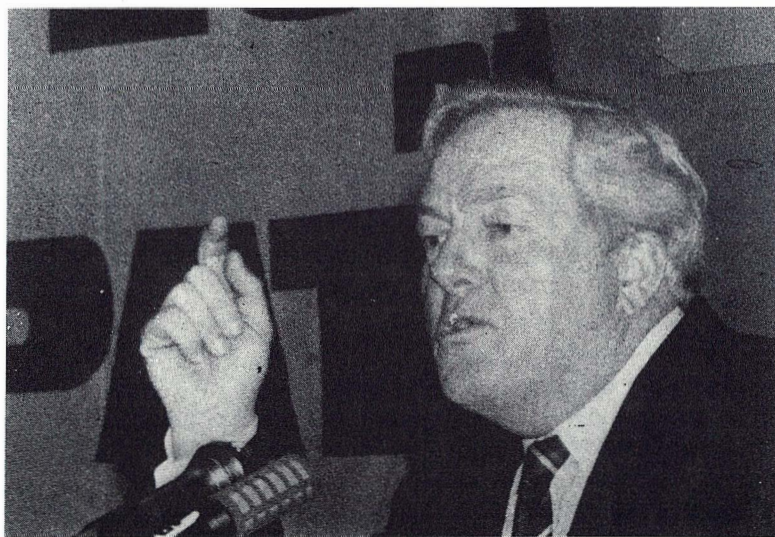
Continuité

Au lendemain du sommet européen, presque tous les commentateurs et les responsables politiques ont reconnu la clairvoyance et la maîtrise du président de la République. Il est clair que nous avons un projet diplomatique conforme aux intérêts et à la vocation de notre pays.

Cela est bien. Mais sans diminuer les qualités personnelles du chef de l'Etat, observons que les conditions institutionnelles et les circonstances politiques servent remarquablement son projet. D'une part, la monarchie présidentielle permet à F. Mitterrand de décider souverainement de notre politique étrangère. D'autre part, il est en fonction depuis huit ans, et bénéficie d'une déjà longue expérience. Enfin, aucune échéance électorale ne risque de diminuer son crédit international. Mais imaginons une situation cruciale en pleine campagne électorale, avec un président-candidat moins expérimenté... Plus de continuité et plus encore d'indépendance garantissent concrètement le projet commun.

Après Dreux

Comment battre Le Pen ?



Entretien

**Bible et
royauté**

(p. 6/7)

Intégration

**La France
face à l'Islam**

(p. 9)

M 2242 - 527 - 13,00 F



3792242013005 05270

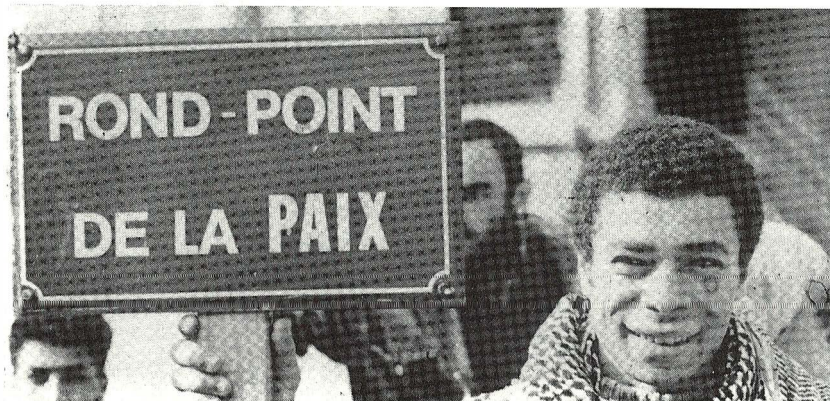
Périls

Qui a peur de quoi ?

Avec émotion et conviction, Yves Montand nous mettait en garde devant le péril communiste dans «Vive la crise», une émission télévisée de 1985 où on pouvait voir les soldats de l'Armée rouge dans le métro parisien. Une rediffusion nous ferait autant sourire que la lecture de «Tintin au pays des Soviets». A propos de B.D. se souvient-on de Black et Mortimer sauvant l'humanité du péril jaune? Ces millions de Chinois allaient, dans les années 60, envahir l'Europe pour survivre. Il était certes difficile de prévoir l'effondrement du système communiste il y a quelques mois seulement; mais ces événements devront conduire certains de nos «futurologues» vers plus de prudence et de modestie, surtout lorsqu'il s'agit de provoquer l'inquiétude et même la peur chez nos compatriotes.

Le communisme étant moribond, quel péril allons-nous donc affronter ? A la lecture d'affiches du PCF, il s'agirait bien des Japonais : très subtils, sournois même, ils sont dans le capital de Bouygues, du club Med, de Dior...; ils viennent même d'acheter la dalle Montparnasse, le tiers du Forum des Halles et le château de ... Chantal Goya, paraît-il;

Nous vivons dans la crainte de nouveaux périls : après le rouge, le jaune, notre civilisation est-elle menacée par le péril islamique ?



ils sont partout ! Ces acquisitions spectaculaires sont cependant inférieures à celles de nos partenaires de la C.E.E., et la population japonaise, vieillissant très rapidement, ne fait que préparer sa retraite en épargnant, en investissant à l'étranger. Une grande partie des devises gagnées à l'exportation est redéversée par les touristes ... chez nous.

Il ne nous reste donc plus que le péril islamique ! Quelques voiles ont ranimé les passions et nous voici dans une France islamisée, sous occupation musulmane. Le Pen évoquera bientôt Charles

Martel et Mgr Lefebvre prêchera la croisade, n'en soyons pas étonnés. Il est cependant dommage que des enseignants soient tombés dans le piège de la PEUR. Eux qui affrontent quotidiennement les problèmes de société, drogue, racket, qui savent tolérer les modes vestimentaires les plus fantaisistes, se sont trouvés déstabilisés par quelques voiles parce que ceux-ci devenaient symbole. La laïcité, les valeurs républicaines, les conquêtes démocratiques étaient soudainement menacées.

Ce fichu devenait le symbole de l'intolérance, de l'obscurantisme

religieux, de l'asservissement de la femme. Comme on ne peut juger l'Eglise que par l'Inquisition, ni connaître la Révolution que par la Terreur, on ne peut témoigner de l'Islam que par l'agitation d'une poignée de fanatiques pro-iraniens. L'Islam est toujours à la recherche d'une concorde entre le spirituel, l'évolution de la société et le progrès économique. L'«occidentalisation» engagée par la Tunisie, la modernisation de l'Egypte, la chasse aux Frères musulmans au Maroc, les expériences marxisantes, le conflit Irak-Iran sont des divisions politiques, économiques et même religieuses qui montrent que le complot islamique est aussi peu crédible que celui de l'«internationale juive» d'avant-guerre.

Cet épouvantail islamique brandi par l'extrême-droite et même la droite traditionnelle réussit malheureusement à effrayer une grande partie de l'électorat. Cette peur collective révèle cependant la vulnérabilité et l'incapacité de toute une société «civilisée» à aborder l'Etranger auquel nous n'avons plus rien à opposer ni à proposer.

Mais il s'agit là d'un autre débat.

Christian JEANDEL

royaliste

SOMMAIRE: p. 2: Nos lecteurs prennent la parole - p.3: Les mystères de Marseille - Plus libéral, tu meurs ... - p.4: Qui veut encore faire l'Europe ? - p.5: La Turquie prend la tangente - 6-7: Entretien avec Raphaël Draï - p.8: Oublier Jérusalem - Enquête sur l'auteur - p.9: La France face à l'Islam - p.10: Morand voyageurs - Debord en situation - p.11: Action royaliste - p. 12: Editorial: L'irrésistible ascension.

REDACTION-ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
☎(1) 42.97.42.57
Dir. de la publication: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (75 F), six mois (140 F), un an (220 F), soutien (350 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Plaidoyer

Les mystères de Marseille

Faudra-t-il toujours que Marseille contredise les sinistres cassandres en mal de prophéties ?

Les résultats des dernières élections partielles ont encore ébranlé l'image d'Epinal de la cité phocéenne. Epinglée au panthéon des cités racistes, seule, elle a su résister à la poussée de l'extrême-droite. C'est à Dreux que revient l'insigne honneur d'avoir une candidate du FN sur les bancs du palais Bourbon tant il est vrai que passée la Loire, les autochtones ont un teint plus basané.

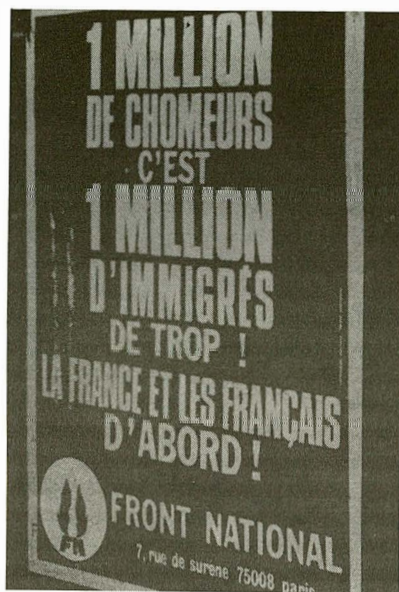
D'aucuns bien entendu, ne retiendront que le score, certes important, de la représentante du F.N., M.-C. Roussel (47,18%) contre celui du candidat de l'UDF, J.-M. Mateï (52,82%), pour confirmer sa mauvaise réputation. Ceux-là ont déjà oublié l'échec qu'y subit Le Pen.

Sans doute est-il confortable à l'esprit humain de se conformer aux images stéréotypées, aux idées reçues; l'absence totale de réflexion et d'analyse sur la réalité de cette ville est à l'image de la politique actuelle. Aucun dessein d'ensemble, aucune référence à un passé historique qui n'en finit pas de s'exprimer, aucune politique à long terme sinon des solutions intermédiaires qui sont autant de replâtrages.

Aussi, à l'heure -tardive- de la prise de conscience générale de la nécessité de réaliser l'intégration, ne regardons plus Marseille avec des yeux mani-chéens.

Car son histoire, c'est aussi celle de l'immigration, élément fondamental de sa constitution et de sa croissance. En effet, depuis 1830 et pendant plus d'un siècle, le patronat marseillais fit systématiquement appel à la main d'œuvre immigrée.

Etrangers à la ville (Languedoc - Massif Central - Corse)



puis Italiens (en 1913, leur communauté représentait près de 40%, un chiffre à contredire les tenants d'un prétendu seuil de tolérance); Espagnols, Kabyles, Grecs, Arméniens, Maghrébins, rapatriés... ils en firent la richesse et créèrent son actuelle identité. Ainsi la période de 1830 à 1930 a apporté environ 40.000 immigrants par décennie.

Cette immigration n'a pas été sans soulever de nombreux problèmes sociaux (particulièrement graves dans les périodes 1890-1900; 1905-1913; 1920-1925) mais a engendré la formation d'une communauté multi-ethnique, une sorte d'auto-intégration.

S'il est une ville qui a parfaitement réussi l'intégration, c'est bien Marseille.

De toute évidence « ceux qui y passent trop vite, plus habitués aux hôtels standardisés des grandes chaînes qu'aux hôtels familiaux » (Ph. San Marco) ne la comprendront ni ne l'aimeront jamais.

Louise LANGE

Eastern

Plus libéral, tu meurs...

Les récentes propositions de la Commission européenne, concernant les exportations automobiles japonaises vers l'Europe, constituent une preuve supplémentaire d'un libéralisme poussé jusqu'à l'obsession.



C'est sur la base de ces propositions que les ministres des Affaires étrangères délibéreront. On est en droit d'espérer qu'ils ne tiendront pas compte de l'avis de la Commission de Bruxelles. Celui-ci intervient au moment où se produit un grand remue-ménage sur le marché automobile. Après avoir redressé, puis privatisé Jaguar, Mme Thatcher laisse filer chez Ford l'avant-dernier (il reste Rolls) fleuron de l'industrie britannique. Saab, qui a trop misé sur ses exportations américaines, victime des fluctuations du dollar, est dans les bras de Fiat; et si les négociations entre Renault et Volvo ont momentanément échoué, elles ne remettent pas en cause une coopération déjà assez importante. S'il reste quelques indépendants (BMW...) cantonnés dans des « créneaux haut de gamme », la course au gigantisme semble engagée.

Dans un tel contexte, on pourrait au moins espérer que Bruxelles défende, globalement, les intérêts « européens ». Or, si son avis est suivi, « il ne pourra plus y avoir de restrictions quantitatives nationales » à compter du 1er janvier 1993. Sont même visés les divers obstacles juridiques inventés par

ceux qui, au contraire de la France, n'ont pas voulu imposer ouvertement un quota. Selon « Le Monde », la commission semble (sic !) réclamer une contrepartie à Tokyo en exigeant une réciprocité au niveau économique global pour le commerce CEE/Japon et non pour la seule industrie automobile. Ce sont les producteurs européens (et particulièrement français) qui vont rire jaune. Que valent ces velléités alors que les objectifs de la négociation sont annoncés à grands sons de trompes, avant même que la bataille soit engagée ? Il est dit clairement que d'ici sept ans environ, on procèdera à une complète libération des importations. Dès lors, à quoi cela sert-il d'ajouter qu'un accord d'autolimitation sera négocié avec l'Empire du Soleil levant, surtout quand on sait que les voitures japonaises produites sous licence aux Etats-Unis par exemple échapperont à « l'autolimitation » ?

Que valent les hochets de l'Europe sociale quand la Commission de Bruxelles - au nom d'un libéralisme élevé au rang d'a-priori idéologique, ouvre toutes grandes les portes de la Communauté à ses concurrents ?

Alain SOLARI

Cité

N° 21 - 35 F Revue de la Nouvelle Citoyenneté



Dossier

1789

François

FURET

Vient de paraître !

Au sommaire
du N° 21 de Cité :

Dossier REVOLUTION 1789

- Entretien avec François FURET
- Colloque «Célébrer 1789» avec les interventions de Blandine Barret-Kriegel, Jacques Solé et Lucien Sfez
- Les prémices de la Révolution en Limousin
- L'opinion avant la Révolution
- Evénements méconnus de la Révolution
- Burke et la représentation nationale
- David, l'Art et la Révolution

CHEMINS DU MONDE

- Images des Seychelles
- Notes sur les Etats-Unis

**Le numéro 35 F
mais il est encore
mieux de s'abonner !**

**BULLETIN DE COMMANDE
OU D'ABONNEMENT**

Nom/Prénom :

Adresse :

☐ commande le numéro 21 de "Cité" et verse 35 F.

☐ s'abonne à "Cité" pour un an (4 numéros) et verse 125 F.

Règlements à l'ordre de
"Cité" CCP Paris 23 982 63

Rarement l'issue d'un Conseil européen aura été aussi incertaine que celle du sommet qui s'est tenu à Strasbourg les 8 et 9 décembre 1989.

Deux projets d'importance devaient y être débattus. Le premier concernait l'adoption d'une date fixant l'ouverture d'une conférence inter-gouvernementale chargée de préparer les conditions de mise en place de la future union économique et monétaire. La réussite de cette rencontre dont la France avait fait le temps fort de sa présidence, allait en dépendre. Or, depuis quelques semaines, l'Allemagne - échéances électorales et relations inter-allemandes obligent - déclarait qu'il n'était pas question de décider d'une date et qu'il était préférable de mettre à l'ordre du jour les évolutions en cours dans les pays de l'est. Il est vrai que l'opinion publique allemande est plus sensible aux conséquences d'un bouleversement de l'ordre économique et monétaire établi, ainsi qu'à la politique menée vis-à-vis de la RDA, qu'aux aléas de la politique européenne.

Pourtant, la décision prise malgré les réticences allemandes et le refus anglais a son importance. Selon le plan Delors, l'union économique et monétaire doit se faire en trois phases: libération des capitaux et adéquation des politiques économiques; mise en place d'un système européen des banques centrales; adoption, à terme, d'une monnaie commune. Si la première étape ne nécessite pas une modifications du traité de Rome, il n'en va pas de même pour les deux autres. D'où l'importance de l'adoption d'une date fixant à décembre 1990, la conférence inter-gouvernementale préparatoire aux travaux de modification du dit traité. Il aurait suffi d'un



■ Helmut Kohl: un désintérêt croissant envers la C.E.E

refus catégorique du chancelier Kohl et l'union économique et monétaire était reportée sine die et, avec elle, le Marché unique. C'est dire le rôle important qui incombait à François Mitterrand et à la délégation française pour sauver l'avenir de la Communauté européenne, et de la politique étrangère du septennat telle qu'elle a été définie dans la «Lettre à tous les Français», sinon contre son plus fidèle allié, en tout cas sans lui, et au prix d'un compromis qui consistait à se prononcer, dans

le communiqué final, en faveur de la réunification allemande.

Le second projet consistait à faire approuver, par l'ensemble des participants, la charte sociale européenne, laquelle a pour objectif de jeter les bases des droits sociaux fondamentaux. Bien que ce texte n'ait plus qu'une portée symbolique, puisqu'il se contente d'édicter 48 directives n'ayant en aucun cas un caractère impératif, Margaret Thatcher n'avait pu s'empêcher, la semaine qui précéda le Conseil de Strasbourg, d'y voir un projet «d'inspiration marxiste», redonnant ainsi de l'importance à un texte vidé de toute sa substance originelle.

Bien que le Conseil européen de Strasbourg ait été un succès pour François Mitterrand, il a révélé la solitude de la France et le quasi désintérêt que manifeste, désormais, la RFA pour la CEE. Quant aux autres pays, ils donnent l'impression de suivre un mouvement impulsé, jusque là, par les Allemands et les Français. C'est dire les difficultés à venir que risque de connaître la construction européenne. Car même si le mois de décembre 1990 a été retenu pour l'ouverture de la conférence inter-gouvernementale, la mise en oeuvre se fera sous présidence italienne et à son initiative. Affaire à suivre.

Patrice LE ROUE

Ça bouge à l'Est !

pour mieux comprendre ce qui s'y passe deux numéros de "Cité" sont indispensables:

♦ Le numéro 9 "Dialogue dissident" auquel avait collaboré Vaclav Havel

♦ Le numéro 19 "Le système Gorbatchev"

OFFRE EXCEPTIONNELLE : les deux numéros pour 50 F

La Turquie prend la tangente

Un méchant coup bas vient d'être porté en cette fin d'année à la candidature turque à la CEE: un rapport de la Commission déposé en catimini, suffisamment tard pour que les Turcs ne puissent se pourvoir devant le Conseil européen de Strasbourg, escamote jusqu'à l'examen de la question après 1992. On n'a pas le temps de s'occuper de vous. Laissez votre adresse. On vous écrira. Réponse purement administrative sur un sujet aux conséquences éminemment politiques.

Comme si la Turquie ne pouvait faire autrement que d'attendre. Comme si nous pouvions nous permettre de perdre du terrain en Turquie sans profit pour personne. Ironie au moment où les deux super-grands choisissent de se rencontrer non plus à Vienne (c'était bon en 1961) mais en Méditerranée, comme si le centre de gravité de l'Europe se déplaçait vers le sud. L'ouverture de l'Est ne fait que remettre les pendules à l'heure avec quelques décennies de retard, mais au soleil l'aiguille indique déjà le bas du cadran. Le cas de la Turquie est le premier du sud dans la mesure où il est le plus européen des pays de l'Orient, où il n'est d'Asie que mineure, où son revenu par tête est intermédiaire avec ceux du tiers-monde. Il marquera une référence pour ceux-là qui s'inquiètent d'une Europe refermée sur elle-même.

Des Turcs, on redoute l'islam et la démographie parce que parallèlement on accepte sans examen l'axiome selon lequel ils n'ont d'autre alternative que l'Occident.

Or en Islam, le turc sera toujours le turc. En revanche, entre Ouest et Est, si le rapport change, comment peut-on imaginer qu'en Turquie toutes choses resteront égales ? Ignore-

Dans la théorie delorienne des cercles concentriques, les pays de l'AELE, dont l'Autriche, font partie du deuxième cercle, l'Europe centrale du troisième. Et la Turquie ? Un quatrième cercle ? Ou sur la tangente ?



t-on que si elle a fait alliance avec l'Angleterre et la France au XIXe, puis est entrée à l'OTAN et associée à la CEE (depuis 1963), c'est toujours par rapport à son ennemi naturel et héréditaire, le russe ? Mais qu'il suffise que la menace russe s'estompe pour qu'aussitôt la Turquie saisisse les opportunités qui s'offraient ? C'est même la source du mouvement national turc de Kemal Ataturk. L'Europe au traité de Sèvres de 1920 avait expulsé la Turquie vers un petit canton asiatique et déjà Winston Churchill avertissait: «si le bolchevisme et le nationalisme turc venaient à se joindre, la situation serait grave pour la Grande-Bretagne» et l'Europe tout entière. Seule la France comprit l'erreur et put

réparer les conséquences. A nouveau en 1939 elle put à tout le moins s'assurer de la neutralité turque (qui nous coûta le port stratégique d'Iskenderum). Dans les deux cas, Ankara sut se ménager un maximum d'avantages. Aujourd'hui encore la sortie du champ de conflit est-ouest permet à la Turquie de se retrouver elle-même. La guerre Irak-Iran avec le jeu qu'y tint la Syrie avait déjà réouvert l'une des deux fenêtres qui muraient la Turquie sur sa façade orientale (cf. «Royaliste» n°443). Gorbatchev lui ouvre la seconde.

S'il est peut-être encore trop tôt pour qu'il se rende à Ankara il a commencé une politique de charme en attendant mieux. Les

Arméniens ne s'y sont pas trompés qui racontent que le dirigeant du Kremlin a du sang turc dans les veines comme le démontre amplement son attitude envers les Azeris. si l'armée turque, la plus nombreuse dans l'Otan, perd de son importance relative dans sa fonction est-ouest, elle en regagne au plan sous-régional aux confins de zones de tension, hier l'Irak-Iran, aujourd'hui le Caucase où l'armée rouge a du mal à s'interposer entre Arméniens et Azeris dans des districts où vers 1920 l'armée turque assurait l'ordre. La Turquie ne manque jamais une occasion sur ses frontières, à Chypre du fait des généraux en 1974, presque au nord-Irak si Saddam Hussein avait failli, et qui sait demain ?

Le rêve pan-touranien (l'union des turcophones d'Anatolie à l'Asie centrale) est un mythe. Mais Ankara n'a jamais été indifférent au sort des Tatars de Crimée ni du Daghestan (Turcs du Caucase oriental sur la Caspienne). Gorbatchev pourrait voir là un bon moyen de se garantir contre certains mouvements de ces minorités.

Bref, que la crise s'aggrave au sein de l'URSS ou dans les Balkans, ou que l'Europe aille de l'Atlantique à l'Oural, ou comme le général de Gaulle l'avait écrit dans ses Mémoires de guerre: «de Gibraltar à l'Oural et de l'Islande à Stamboul», dessinant une croix de St-André dont les deux pieds reposent sur chacune des extrémités de la Méditerranée, on peut s'attendre à une remontée en puissance de l'Anatolien, ressourcé aux lieux de mémoire de son nationalisme du temps d'Ataturk. A la France d'en tirer les conséquences en Europe.

Yves LA MARCK

La fonction royale

● **Royaliste: Comment la pensée biblique envisage-t-elle la royauté ?**

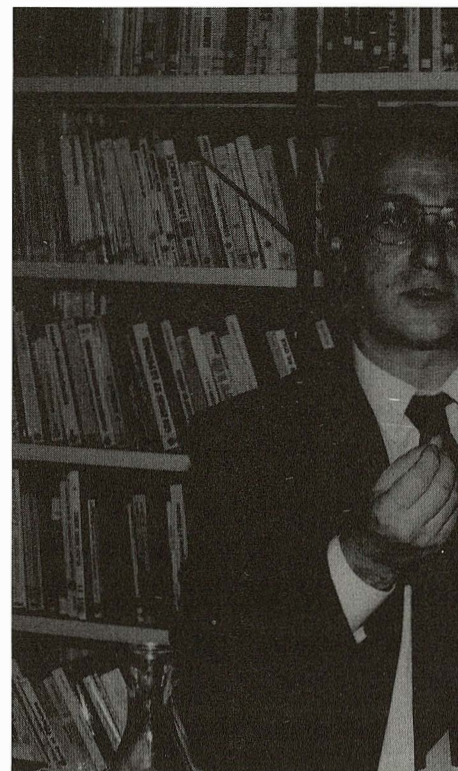
Raphaël Draï: Il y a d'abord un aspect cosmogonique: le Créateur est «le Roi des Rois des rois». La royauté est aussi une institution fondamentale de la société juive, que l'on découvre dans les récits bibliques et aussi dans un commentaire de Maïmonide, peu connu parce qu'il n'est pas traduit en français, qui systématise le «droit constitutionnel» de la royauté dans la tradition biblique (1).

● **Royaliste: Comment la royauté a-t-elle été instituée dans le peuple d'Israël ?**

R. Draï: Le problème de l'institution royale est directement posé dans le livre de Samuel (chapitre 8). Samuel, juge et prophète, se trouve placé devant un problème de transmission de sa fonction car ses fils ne marchent pas sur ses traces. Lorsque le peuple lui demande «un roi pour nous juger», le prophète estime que cette demande est régressive, et le Seigneur lui confirme qu'il y a là une forme de profanation du droit voulu par Dieu. Pourtant Dieu accède à la demande du peuple, tout en disant à Samuel de le prévenir des pratiques royales. Ce que fait Samuel, en montrant au peuple que le droit du roi, c'est de «prendre». Pourtant, le peuple persiste dans son choix et le Seigneur dit à Samuel de l'accepter.

Ainsi, l'instauration de la royauté se fait dans un contexte de mise à l'épreuve. En fait, ce que Dieu et Samuel veulent vérifier, c'est quel type de roi Israël veut avoir. Or nous sommes placés devant un paradoxe car le peuple est censé déjà connaître le droit du roi. C'est pourquoi on ne peut interpréter ce texte du livre de Samuel sans interpréter un texte antérieur qui se trouve au Deutéronome, chapitre 17, dans

la section intitulée «les Juges» - ce qui montre que, dans la pensée biblique, l'institution royale est une modalité de l'institution judiciaire. Ce qui se produit à l'époque de Samuel, c'est une dégradation de l'idée monarchique (je ne dis pas royale) dans le sens du pouvoir. Car le droit initial du roi est énoncé dès la Traversée du Désert. Après la sortie d'Egypte, le peuple d'Israël, qui a déjà accédé à l'idée d'Etat de droit, va devoir faire un choix institutionnel. Il peut choisir la monarchie, dès lors qu'elle s'inscrit dans l'état de droit. Le Deutéronome énonce que, arrivé en Canaan, le peuple pourra se donner un roi: «C'est un de tes frères que tu dois désigner pour ton roi, tu n'auras pas le droit de te soumettre à un étranger qui ne serait pas ton frère. Seulement, il doit se garder d'entretenir beaucoup de chevaux, et ne pas ramener le peuple en Egypte pour en augmenter le nombre, l'Eternel vous ayant déclaré que vous ne reprendrez plus ce chemin-là désormais. Il ne doit pas non plus avoir beaucoup de femmes de crainte que son cœur ne s'égare, même de l'argent et de l'or il n'en amassera pas outre mesure». On voit que le Deutéronome indique un droit théorique, alors que Samuel décrit le «droit» dégradé de l'accaparement. Puis apparaît la dimension constitutionnelle: «or, quand il occupera le siège royal il écrira pour son usage dans un livre (une copie) de cette loi en s'inspirant des prêtres descendant de Lévi. Elle restera (cette loi) par devers lui car il devra y lire toute sa vie afin qu'il s'habitue à vénérer l'Eternel son Dieu, qu'il respecte et exécute tout le contenu de cette Tora et les présents statuts, afin que son cœur ne s'enorgueillisse point à l'égard de ses frères et qu'il ne s'écarte de la loi ni à droite ni à gauche.



De la sorte il conservera longtemps sa royauté, lui ainsi que ses fils au milieu d'Israël».

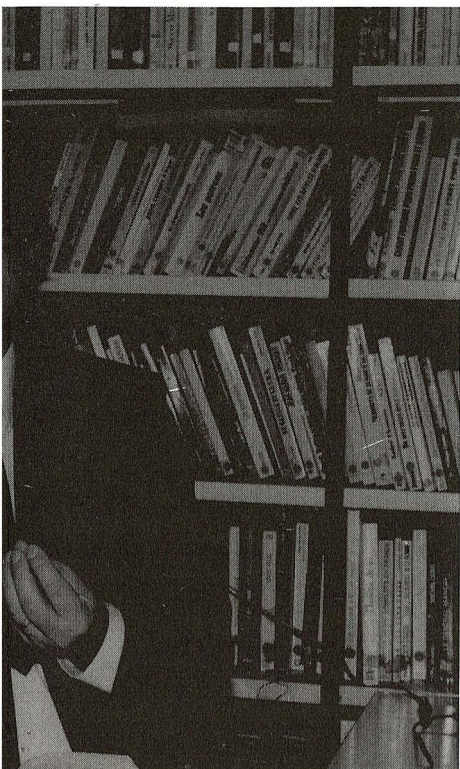
Ainsi, l'institution royale est légitime mais son exercice est assujéti à des conditions:

- le roi doit avoir conscience qu'il est sous l'autorité de la loi donnée par Dieu: en aucun cas le roi ne peut être présenté comme l'incarnation de la loi. C'est ce qui différencie la royauté biblique de l'institution pharaonique: Selon le Midrash «Pharaon a créé le Nil et s'est créé lui-même». Le despote se prend pour origine de la création et perd le sentiment de sa propre finitude. Le roi biblique doit au contraire être conscient qu'il doit endosser la loi, l'écrire et l'étudier face à des spécialistes.

- il y a d'autre part des limites juridiques et affectives à l'économie royale (ne pas prendre beaucoup de chevaux, de femmes, d'argent) car à partir

Professeur agrégé de sciences politiques, Raphaël Draï enseigne à l'université d'Amiens. Deux ouvrages récents («La sortie d'Egypte» et «La Traversée du désert») l'ont fait reconnaître comme l'un des meilleurs analystes du récit biblique. Nous sommes heureux de publier sa réflexion, pour nous fondamentale, sur la royauté dans la Bible.

et la Loi



● **Royaliste: Comment la tradition juive se représente-t-elle le roi ?**

R. Draï: Le roi devait être une personnalité imposante, en ce sens qu'on devait reconnaître en lui ce que Victor Hugo appelle une « lueur faciale ». Contrairement à certaines institutions monarchiques, le roi n'est pas celui qu'il est interdit de voir mais celui que l'on doit voir parce qu'il a un vrai visage. Le roi doit être vêtu simplement. La loi doit être en évidence sur sa poitrine et lorsqu'il pénètre dans le palais, le peuple ne peut se permettre aucune manifestation de familiarité triviale: de cette démagogie qui prétend supprimer la distance et crée en fait la confusion des rôles et des personnes. Le trône n'est pas ostentatoire. C'est ce qui donne le sentiment d'une assise, d'une stabilité. Pas de decorum mettant le roi en scène, mais la pudeur. Pour accéder au trône, le roi doit monter sept marches et sur chacune se tient un héraut qui lui rappelle les obligations de sa charge: l'élévation n'est qu'une élévation dans l'ordre de la responsabilité. Le roi doit être couronné, mais la couronne qui symbolisait la royauté était fixée au-dessus du trône: le roi ne la mettait pas sur sa tête, il mettait sa tête sous la couronne. Il n'y avait donc pas d'appropriation de la fonction: la royauté appartient à Dieu en ce qu'il a créé le monde.

En hébreu le mot roi, Melekh comme le révèle la graphie du mot, signifie que la fonction du roi est d'ouvrir une réalité qui a tendance à se fermer et de la remonter dans la direction de la transcendance, tout en la faisant ensuite redescendre dans le réel. Enfin, il y a l'idée que le roi fait advenir. Le mot roi indique aussi un mouvement (lekh): la royauté n'est pas une institution de conservation, elle imprime

un mouvement à la société en lui donnant le double sentiment de la transcendance et du retour au réel.

● **Royaliste: Quel a été le devenir de la royauté en Israël ?**

R. Draï: Il y a eu trois moments. Le premier, c'est le moment de la lutte entre le roi Saul et le jeune David. Saul avait le sens de la réalisation, mais n'avait pas complètement le sens de la transcendance: il avait une conception patrimoniale de la royauté, par suite David devient son rival.

David va stabiliser l'image de la royauté concrète. D'abord du point de vue psychologique: en prenant la femme d'un autre, il se met en contradiction avec la loi du roi, il commet donc une transgression majeure qui le disqualifierait dans l'exercice de la fonction royale si justement, à l'occasion de cette transgression, il ne révélait une aptitude à la prise de conscience qui le rend capable de se libérer des mouvements du destin. Il est donc réhabilité pour exercer la fonction royale.

Le livre de Samuel dit aussi que « David régna sur tout Israël et il gouverna son peuple avec justice et équité. » (verset 15). Le Talmud commente ce passage en disant que David a réalisé par là le plus difficile, puisqu'il était capable d'appliquer la loi (donc d'être juge) mais de telle manière que la loi devienne acceptable pour le peuple. Le rapport de David à la loi est le suivant: la loi c'est ce qui énonce ses charges et ses responsabilités, mais c'est aussi l'élément qui doit assurer la transformation du peuple. Or David fait accepter cette transformation du peuple.

Lorsque Salomon succède à David, il voit apparaître en rêve le Seigneur qui lui demande ce qu'il peut lui accorder. Salomon répond: « donne donc à ton serviteur un cœur intelligent, capable de juger ton peuple, sachant distinguer le bien du mal... ». Mais la traduction reste à la surface des choses. Cette scène se place à l'intersection de plusieurs dimensions du récit:

- d'abord la dimension inconsciente: c'est le désir profond de Salomon qui se révèle dans son rêve. Le texte montre que Salomon reconnaît le principe d'antériorité: il reconnaît que son père a régné avant lui. A

partir du moment où on reconnaît l'antériorité, on reconnaît par là-même la loi. Si l'on abroge en soi le sens de la généalogie, on s'institue comme source de la Création et commence le processus d'idolâtrie de soi-même. On observe que Salomon s'adressant au Seigneur dit « ton peuple » et non pas « mon peuple ». Il précise aussi que le peuple est « nombreux et considérable » ce qui signifie qu'il est divers, et qu'il faut l'accepter dans sa diversité: ce n'est pas une masse d'individus. La demande de Salomon prend alors tout son sens: il demande l'aptitude à juger entre un homme et son prochain, et non pas le pouvoir, la richesse, le charisme. Mais Salomon a beaucoup intrigué la Tradition juive car, malgré sa demande, il a cédé à la tentation du pouvoir: cela s'est traduit par l'édification du Temple, dont il voulait faire la merveille de l'Orient. Mais lorsque le Temple a été achevé, Dieu est apparu à Salomon pour lui dire « cette maison que tu édifies, j'y résiderai si tu te conformes à mes lois, si tu obéis à mes statuts, si tu a soin d'observer et de suivre tous mes commandements. Alors j'accomplirai la promesse que j'ai faite à David ton père: je résiderai au milieu des enfants d'Israël et je n'abandonnerai point Israël mon peuple ». Il y a là une forme d'avertissement, comme si Dieu voulait faire comprendre à Salomon que le gigantisme de l'œuvre architecturale est un péril pour la royauté, puisque l'important c'est le respect de la loi. Après Salomon, la royauté s'est bureaucratisée, le roi s'est entouré d'une maison, et le rapport de l'institution au peuple a cessé d'être un rapport d'appartenance pour devenir un rapport de domination. Cela a conduit à la crise, au schisme, et le peuple a été exilé. Pendant les deux mille ans d'exil, la notion de royauté a subi une élaboration nouvelle: on est passé de la notion de royauté institutionnelle à celle de royauté messianique qualifiée par ce double but: la fin de la pauvreté, de la misère économique, et la fin de la maladie, de la détresse affrontée dans la solitude.

(1) Hilkhoh Melakhim, in Michné Torah.

Propos recueillis par
B. LA RICHARDAIS

Passion

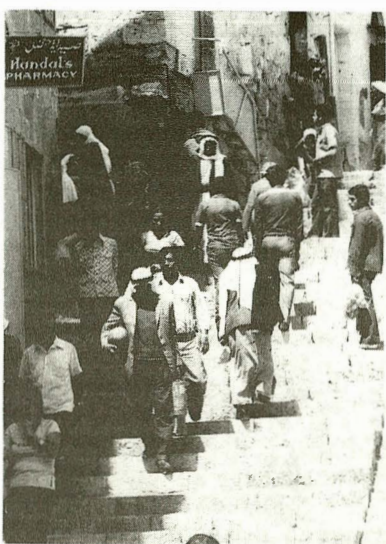
Oublier Jérusalem

Israël, la Palestine. Sur ce sujet périlleux, Jean-Claude Barreau a écrit un roman d'amour qui ne mérite pas le silence dont il est entouré.

L'incompréhension, la violence et la haine naissent souvent d'une trop grande ressemblance ou d'une trop proche parenté. Quand un héros de l'armée israélienne rencontre dans le désert du Néguev deux jeunes campeuses, rien ne distingue l'une de l'autre, sinon que Fériel est plus belle et attirante que Golda. Ni le vêtement, ni la langue, ni les traits du visage n'indiquent que l'une est Juive et l'autre Arabe, fille d'un notable d'Hébron.

Il faut que Fériel avoue à l'Israélien Haïm qu'elle est de cet autre peuple qu'il côtoie sans le connaître, et combat parfois, pour que leur relation se noue dans la dispute violente. Chacun considère comme sien le pays de leur naissance et ils n'ont pas les mêmes mots pour désigner les mêmes lieux. Deux mémoires douloureuses, deux engagements opposés, alors que commence la révolte des pierres.

Manichéisme ? Jean-Claude Barreau est trop bon romancier pour nous livrer deux porte-parole ou deux caricatures touchées par l'Amour. C'est vrai qu'ils s'aiment, Fériel et Haïm. Mais ils ne sont pas « seuls au monde ». Leur amour est inscrit dans un pays déchiré, surveillé d'une manière qu'on découvrira dans le livre, et rendu presque impossible par la double contrainte qui s'exerce sur eux - au nom de la politique, de la coutume, de la religion. Aussi les deux amants sont-ils obligés de livrer un double combat. D'abord l'un contre l'autre puisqu'ils ne sont pas du même camp, mais aussi l'un avec l'autre contre les pressions de leur propre milieu car les Israéliens comme les Palestiniens sont confrontés aux



problèmes de la tradition et de la modernité, du laïque et du religieux, de l'autorité (familiale, militaire...) et de la liberté personnelle.

Amour presque impossible, enfermé dans une impasse, mais pas tout à fait. Fériel et Haïm reconnaissent, à la fin, que chacun peut dire « cette terre est à moi, cette terre est à toi » - ce qui est déjà un progrès. Le drame est qu'ils ne peuvent pas encore dire « cette terre est à nous ». D'où la nécessité de la quitter, pour vivre, s'aimer, et faire naître l'espoir.

On cherchera en vain dans *Oublier Jérusalem* une analyse optimiste ou pessimiste, une apologie ou un dénigrement passionnés. Jean-Claude Barreau aime cette terre religieuse entre toutes et les peuples qui y coexistent en attendant d'y cohabiter. Il a su nous dire sa complexité et nous faire partager son espoir.

B. LA RICHARDAIS

Oublier Jérusalem - Ed. Actes Sud - 1989 - Prix franco: 89 F.

Lacouture

Enquête sur l'auteur

Comme Jean Lacouture souffre de plusieurs maladies rares et enviables: honnêteté, amour débordant de la vie et de l'écriture, générosité, - il circule dans le second volet de ses souvenirs d'homme et de journaliste un air frais et d'altitude sans hauteur qui balaie une vie et une époque.

De la condition humaine, observée avec une passion lucide, au jour le jour, à chaud, dans la bibliothèque des rues et de l'histoire qui se fait, Jean Lacouture n'élit à l'évidence que la part la meilleure, pariant malgré tout comme Malraux à qui il ne pouvait rendre un plus bel hommage, sur la grandeur du petit homme debout, dans la chaleur des amitiés, contre ce qui en lui ou hors de lui l'écrase ou l'humilie. Lacouture ne règle pas ses comptes: aucune parole de mépris, tout juste ici et là un voile de tristesse sur les erreurs de ceux qui furent ses adversaires parce qu'ils entraînent son pays dans une politique funeste; et, face aux tortionnaires, l'éloge seul de l'héroïsme discret de Germaine Tillon.

Journaliste, Lacouture revendique, non sans fierté, la noblesse, la légitimité d'une vocation rencontrée un peu par hasard en 1946 en Indochine: mais y a-t-il hasard lorsque l'on pousse si haut les pas de son talent? Journaliste donc et non historien, il avoue les fautes de perspective du journaliste. Du Viet-Nam au Cambodge et à l'Egypte de Nasser, il est arrivé à Lacouture de voir myope. Mais il le dit et rappelle dans quelles circonstances.

Homme, il raconte d'où il vient, sans complaisance, mais avec la tendresse feutrée qui, semble-t-il, noue l'âge mûr à une enfance privilégiée, provinciale, sans révolte. Ainsi le soir, l'ombre portée de quelques grands arbres fait-elle jouer la lumière qui persiste. Généreux, Lacouture a les souvenirs heureux: dans le tableau, c'est la lumière qui domine.

Or la lumière la plus haute où peut monter un homme, c'est l'admiration. Tout ce beau livre est traversé d'une vibration virile et pudique, avouée parfois lorsque l'amour se fait décidément trop fort: de Leclerc, rencontré à 25 ans, en plein romanesque, aux amitiés de l'âge mur, Lacouture n'a pas cessé d'aimer par le dialogue, chair et esprit d'une vie, les hommes exemplaires de son temps. Ses portraits sont superbes.

Dernier miracle, le livre fermé: porté par le savoir-faire de l'écrivain, la générosité se fait contagieuse. On connaissait le journaliste et le biographe talentueux: on a découvert un homme, avec ce mystérieux désir au cœur d'en savoir toujours plus.

Alain FLAMAND

Jean Lacouture *Enquête sur l'auteur* Arléa. Prix franco: 125 F.

*Pour tout savoir sur
la Nouvelle Action Royaliste*

**Interrogez notre service minitel
3615 AGIR*NAR**

La France face à l'Islam

■ Gérard Leclerc



Et si on écoutait les spécialistes de l'Islam ? Depuis plusieurs mois, la bataille fait rage autour des versets sataniques ou des voiles de Créteil, sans beaucoup d'égards pour nos compatriotes ou nos hôtes musulmans dont la religion ferait planer une menace directe sur la démocratie et la liberté de l'esprit. J'avoue que cette morgue intellectuelle me scandalise. On ne peut faire profession de combattre les exclusions, le racisme en général et rejeter d'un même cœur les déterminations concrètes et intimes de l'autre, sous prétexte qu'il ne correspond pas aux canons d'une universalité préfabriquée. La moindre correction exigerait que l'on s'informe d'abord auprès de ceux qui passent leur vie à étudier la religion, l'histoire, les mœurs de la civilisation à laquelle l'immigration nous confronte.

Bruno Etienne appartient à cette école d'Aix-en-Provence qui nous rappelle opportunément que la France fut une grande puissance musulmane avec des savants de premier ordre. Son dernier livre nous fournit tous les éléments du dossier débattu en ce moment, à tout propos. Pouvons-nous intégrer cette population si différente de nous-mêmes ? On peut ne pas partager tel ou tel jugement, réclamer plus d'éclaircissements ou d'informations sur un point particulier. L'ensemble constitue un instrument de travail indispensable au politique et au citoyen.

Prenons le problème du voile que nos féministes assimilent sans hésitation à une marque d'infériorité et de sujétion. Savaient-elles que le texte coranique précise que le Hijab désigne la femme en tant que musulmane « afin qu'elle soit reconnue et qu'elle ne soit point offensée ». Et Bruno Etienne de commenter : « C'est bien à travers cette lecture que les militantes islamistes le portent comme valorisation, voire comme signe de réponse à la stigmatisation, au fond comme une sorte d'étoile jaune à l'adresse de la société d'accueil ». Les erreurs d'interprétation des signes peuvent produire des catastrophes. C'est dire la prudence nécessaire aux pédagogues à qui il vaut mieux donner libre appréciation de la conduite à tenir plutôt que de les enfermer dans des présupposés idéologiques.

Le facteur linguistique

Par ailleurs, si intégrisme il y a, il est très minoritaire. Plus encore : la pratique religieuse musulmane est au total très faible. Si l'on affole les électeurs aujourd'hui avec des mosquées qui envahiraient le pays, il faut savoir que la plupart de ces lieux de prière ne contiennent que quelques dizaines de places et qu'ils sont rarement pleins. La véritable question n'est pas là. Pour les jeunes de la seconde génération, nés en France ou partis très jeunes du pays de leurs parents, l'appartenance à leur culture d'origine est très incertaine : « En fait le jeune « Maghrébin » n'a pas d'ancrage sérieux, ni culturel ni religieux, dans un groupe d'appartenance dont l'identité serait (encore) forte : il est peu et mal arabisé ; peu islamisé et très tenté par l'acculturation au groupe dominant, l'hégémonie étant perçue comme plus performante ».

On oublie généralement un facteur essentiel, celui de la langue, qui joue dans le cadre islamique un rôle important, car l'arabe est lié au Coran. Or les jeunes Maghrébins ne sont pas soustraits au phénomène qui veut qu'une langue disparaisse lorsqu'elle est réduite à un usage subalterne : « L'arabe et le berbère (ou kabyle) ne devraient donc pas survivre en France au-delà de deux généra-

tions si j'en juge par l'évolution dans ma propre famille qui parlait encore nativis domptiquement jusqu'à ma génération ». La persistance de l'arabe ne pourrait venir que d'une demande religieuse, pour que les jeunes musulmans accèdent au seul texte reconnu canonique.

Sans doute ne faut-il pas sous-estimer les difficultés psychologiques et le mal-être résultant d'une tension entre culture d'origine et culture d'accueil. Mais la dynamique générale porte à la désintégration du modèle maghrébin, du fait de plusieurs facteurs qui s'ajoutent, et dont le principal est l'émancipation de la jeune femme « beur ». Celle-ci participe des mêmes conduites que les Français qui vivent la désintégration de leur propre modèle familial. Ajoutons que malgré des préjugés tenaces, sociologues, psychiatres et spécialistes du pénal constatent un fait surprenant : « l'anormale normalité des Maghrébins ! Il n'y a pas de pathologie particulière des migrants... seulement des règles sociologiques banales, une pathologie urbaine des classes sociales défavorisées dans la réification périphérique ».

Intégrer l'Islam

Reste qu'il existe aujourd'hui un Islam français, qui pose des questions nouvelles à notre société et à notre Etat. Sur ce point précis, l'avis éclairé du spécialiste contraint à relativiser des certitudes toutes faites sur l'impossibilité de séparation des domaines. Ce qui fut historiquement peut se transformer sous l'effet de facteurs nouveaux : « L'Islam en effet partage avec les autres religions les pressions exercées par la sécularisation, l'urbanisation, l'individualisme et surtout le consumérisme qui produit cette double faim de démocratie, de pain et de culture ». Il n'y a pas d'autre parcours possible que celui accompli par les autres grandes religions. D'ailleurs l'intégration de l'Islam dans le cadre d'un pays démocratique constitue une chance pour lui, dans la mesure où il pourrait se réclamer d'un modèle différent des pays officiellement musulmans.

Pour parvenir à ce modèle, il y a sans doute beaucoup de chemin encore à parcourir. Du côté de l'Etat français, comme du côté musulman. Bruno Etienne n'est pas très tendre pour « les producteurs de légitimité républicaine... qui vivent d'autant de fromages en tant qu'apparatchiks et dont la seule production est leur propre discours de légitimation, sautant sur leur chaise comme autant de cabris en criant laïcité ! laïcité ! laïcité ! ». Il faudra bien remettre en cause « l'incroyable rigidité du code scolaire français ». Il conviendra également que la communauté musulmane s'organise à l'égal des autres confessions religieuses - sans doute sur un modèle proche du judaïsme - pour se constituer en interlocuteur de l'Etat, et échapper du même coup à la tutelle des Etats étrangers.

Bruno Etienne évoque encore bien d'autres questions, dont celle, qui les conditionne toutes, le rapport à l'autre. On ne peut entrer dans sa logique à lui qu'en renonçant à penser le musulman comme l'envahisseur selon le schéma de sociologie politique qui exige la désignation d'un ennemi pour fortifier le corps social. Dépasser ce stade pour parvenir au besoin de la reconnaissance d'Autre, c'est le premier stade de l'éthique...

Gérard LECLERC

Bruno Etienne *La France face à l'Islam*, Hachette, prix franco : 128 F.

Orient

Situationnisme

Morand
voyageur

Lorsque paraît en 1936 *La route des Indes* (1), Paul Morand est déjà ce voyageur qui affronte son époque en parcourant la terre. Troisième récit de voyages après *Rien que la Terre* (1926) et *Air Indien* (1932), ce sera le dernier au sens strict de cette appellation, mais une part importante de son œuvre est marquée par ses voyages, issue d'eux.

Ce livre résume « Six ou sept voyages dans le Levant et l'Orient », nous dit Morand dans son introduction. Puis il trace les différentes routes selon les branches de l'activité humaine, politique, économique, littéraire... Enfin, il se dégage de tout souci d'actualité, opposant à ce concept occidental celui tout oriental d'éternité.

Ce livre est riche, se partageant entre des considérations politiques au plan planétaire et des pages impressionnistes telles celles où Morand nous fait entrer dans un vieux café du Caire avec ses couleurs, ses odeurs, ses bruits où il y a place pour les silences...

Certes Morand se trompe dans ses visions politiques, tout au moins si on les confronte à notre raison occidentale : c'est-à-dire à notre souci de l'actualité qui, tout comme la mode, se démode sans cesse.

Il se peut-être simplement trop tôt pour apprécier véritablement la justesse de son regard. Il nous faudra attendre que les événements de notre quotidien se fondent dans une vérité qui se trouve au-delà du temps et de l'espace.

En attendant, ne boudons pas notre plaisir à lire cette prose où s'exprime l'art le plus classique, le plus pur, celui -disait-il à propos de Jacques Chardonne - « (non) pas d'aligner des mots, mais d'en enlever. »

Pierre LIMOUSI

(1) Paul Morand *La route des Indes*, Ed. Arléa - Prix franco 130 F.

L'écrivain est méconnu et l'homme est inconnu. Vous ne l'avez jamais vu à la télévision et il n'a jamais répondu à aucune interview. Il faut dire qu'il n'aime pas notre sacro-sainte société de communication. Et ne comptez pas sur lui pour célébrer les vertus bienfaisantes du merveilleux consensus...

Pourtant c'est en toute simplicité le penseur français le plus original et le plus radical de notre temps. Principal maître d'œuvre de l'Internationale situationniste, il est l'auteur des thèses fameuses de « la Société du spectacle », thèses renouvelées dans le « Commentaire » de 1988. Guy Debord est un écrivain à part. Sans bruits, il s'est retiré dans une marginalité calme et solide. On le croyait voué à l'impersonnalité, et voilà qu'il nous donne le premier tome de ses mémoires, sous un titre en forme de défi : « Panégyrique ».

Qui est l'homme ? Philippe Sollers l'a ainsi décrit dans un article du « Monde » (20/10/89) : « Debord, Guy : écrivain, penseur stratégique et aventurier français, né à Paris en 1931, dans une famille bourgeoise virtuellement ruinée par la crise. Nihiliste dès l'âge de vingt ans. Contrairement à la plupart de ceux qui ont joué un rôle déterminant dans l'explosion de 1968, n'a rien renié de ses idées, de son comportement, de son style. Vit dans l'obscurité totale, ce qui suffit à faire de lui

un exemple de caractère éclatant... » C'est cet homme qui se dévoile au fil des pages. Mais l'intérêt de l'ouvrage ne tient pas tant dans le récit d'une vie hors du commun - l'auteur gomme soigneusement toute anecdote « spectaculaire », que dans le style qui le sert. L'écriture est d'une pureté classique admirable, et cette manière des aveux incidents fait de la lecture de ces 92 pages un exquis plaisir gourmand. Il est des raffinements littéraires qui agissent comme des piments espérés dans cet univers de l'écriture insipide que nos « communicants » chérissent tant. Du goût, enfin !

Quelques citations, pour vous faire saliver. Sur le langage et l'écriture : « Les Gitans jugent avec raison que l'on n'a jamais à dire la vérité ailleurs que dans sa langue ; dans celle de l'ennemi, le mensonge doit régner. » Sur les milieux intellectuels : « Je me suis fermement tenu, docteur en rien, à l'écart de toute apparence de participation aux milieux qui passaient alors pour intellectuels ou artistiques. J'avoue que mon mérite

en cette matière se trouvait bien tempéré par ma grande paresse, comme aussi par mes très minces capacités pour affronter les travaux de pareilles carrières. » A propos d'un séjour dans une campagne solitaire : « C'était une plaisante et impressionnante solitude. Mais en vérité je n'étais pas seul : j'étais avec Alice. » Et encore cette dernière, en guise de dessert : « Notre époque de techniciens fait abondamment usage d'un adjectif substantivé, celui de « professionnel » ; elle semble croire qu'il s'y rencontre une espèce de garantie. Si l'on n'envisage pas, bien sûr, mes émoluments, mais seulement mes compétences, personne ne peut douter que j'ai été un très bon professionnel. Mais de quoi ? Tel aura été mon mystère, aux yeux d'un monde blâmable. »

On trouvera aussi, dans ce « panégyrique », enchâssés entre quelques citations savantes, de délicieux passages gentiment réactionnaires, de cette manière que l'on aime toujours, à la Blondin ou à la Perret : un vibrant éloge de l'alcoolisme et une complainte nostalgique sur l'uniformisation des goûts.

Patrick PIERRAN

Tous les ouvrages de Guy Debord sont disponibles aux Editions Gérard Lebovici.
Panégyrique, 92 p. - Prix franco 90 F.

Voeux

1989 s'estompe et une nouvelle année va commencer. Comme il est de tradition dans ces circonstances nous formulerons des vœux.

Pour notre pays tout d'abord car il a , et il aura, à affronter des problèmes majeurs qui engagent son avenir pour longtemps : immi-

gration, bouleversement dans les pays de l'Est, construction européenne. Puissent les Français et la classe politique faire taire leurs querelles pour aborder ces questions au mieux de l'intérêt commun !

Pour la Famille de France ensuite, et tout particulièrement pour son chef Mgr le comte de Paris. Là aussi que cessent les conflits et que l'unité soit res-

taurée pour le plus grand bien de la cause royale.

Nous n'oublierons pas notre mouvement qui, depuis dix neuf ans déjà, contribue à faire progresser l'idée d'une monarchie démocratique dans l'opinion publique.

Nos vœux iront enfin à nos lecteurs et à leurs familles. Que 1990 leur apporte bonheur et santé !

Yvan AUMONT

Que 1990 soit une année royale !

CORRESPONDANTS de «Jeune et Royaliste»

Vous avez moins de 25 ans ? Vous vous intéressez aux activités de «Jeune et Royaliste» ? Prenez contact avec nos correspondants:

- 10 - AUBE - Eric Cardinael, 16 Route de Montmirail, 10370 Villenauxe la Grande.
- 13 - BOUCHES-DU-RHONE - Thierry Roudet-Haquette, "Royaliste", B.P. 2103, 13204 Marseille cedex 1.
- 21 - COTE-D'OR - Valérie Cécina-Coppée - Tel. 80.56.83.97
- 38 - ISERE - Olivier Tupet, Les Belledonnes, 5 Rue des Vignettes, 38490 Les Abrets.
- 44 - LOIRE-ATLANTIQUE - Paskal Lécureuil - N.A.R., B.P. 203, 44007 Nantes cedex 01.
- 51 - MARNE - David-Alexandre Grumelier-Mouny, 23 bis Bd Pasteur, 51100 Reims, Tel. 26.05.15.98.
- 54 - MEURTHE-ET-MOSELLE - Guillaume Kopp, 34 Rue des Grands Vergers, 54000 Nancy.
- 63 - PUY-DE-DOME - Olivier Bianchi, permanence téléphonique tous les lundis de 17 h à 22 h au 73.90.03.44.
- 72 - SARTHE - Ludovic Schmitt, 6 Rue Théodore de Banville, 72000 Le Mans, Tel. 43.81.60.75.
- 75 - ILE DE FRANCE - Valérie Paris, N.A.R., 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

BULLETIN-REPONSE JEUNE ET ROYALISTE

Nom/Prénom :

Adresse :

Date de naissance : Etudes :

- ☐ je désire recevoir des informations sur «JetR».
- ☐ je désire recevoir régulièrement la lettre bimestrielle d'information de «JetR» (15 F pour un an).
- ☐ j'ai moins de 20 ans et je désire m'abonner à «Royaliste» pour un an en profitant de la réduction de 50% - Je règle donc 110 F seulement et je joins une photocopie de ma carte d'identité.
- ☐ je désire recevoir un spécimen de tous les autocollants de «JetR» (4 modèles) ainsi qu'un spécimen de l'affiche - Je règle pour cela 10 F.

Bulletin à retourner, accompagné du règlement éventuel, à «Royaliste», 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris

«Pot de l'an nouveau»

A l'initiative de la Fédération de l'Ile-de-France de la N.A.R., tous nos lecteurs et amis sont invités à venir trinquer avec nous pour fêter la Nouvelle Année

le Samedi 6 Janvier à partir de 18 h jusqu'à 20 h

dans nos locaux,

17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris (4ème étage)

à 19 h : allocution de Bertrand RENOUVIN

Opération «CARNET D'ADRESSES»

Faire connaître «Royaliste». Voici une préoccupation qui doit être essentielle pour tous ceux de nos lecteurs qui souhaitent voir l'audience de leur journal favori progresser d'une manière notable...

Pour faciliter cela, nous venons d'éditer un petit dépliant de présentation qui allie l'humour et l'efficacité. **Nous comptons sur vous pour le diffuser largement.** Ouvrez votre carnet d'adresses, il contient sûrement les coordonnées de relations ou d'amis auxquels vous pourriez envoyer ce dépliant pour faire connaître notre journal. **Alors n'hésitez pas à nous passer commande !**

Tarif (franco) du dépliant: 10 ex.: 10 F - 50 ex.: 30 F

MERCREDIS DE LA N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 -Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 22 F).

● **Mercredi 27 Décembre et 3 Janvier** - Pas de réunion en raison des fêtes.

● La reprise des mercredis se fera le **Mercredi 10 Janvier**.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

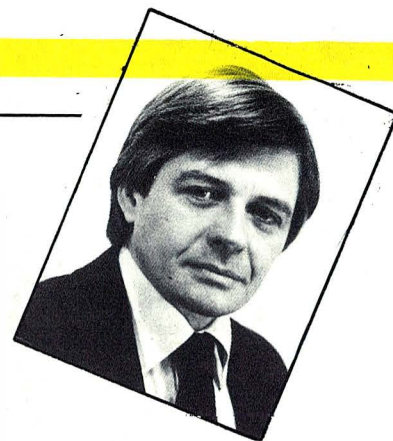
Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à:

«Royaliste», 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris



L'irrésistible ascension

Il ne suffit pas d'avoir raison. Dans certains cas, c'est même tout à fait inutile. Ainsi les avertissements de quelques-uns, dont nous sommes, quant au danger représenté par le Front national. Nous avions dit, dès l'élection municipale de Dreux en 1984, qu'il fallait avoir peur de Jean-Marie Le Pen. Et nous avons montré, après les législatives de 1988, que la disparition du groupe parlementaire lepéniste n'ôterait rien à la séduction du Front national.

Bien vu, bien dit, bien prédit ! Et alors ? Il ne s'agit pas du concours du plus bel article ou de la meilleure prophétie, mais de l'exercice de nos responsabilités de citoyens. Hélas, c'était trop demander quant à ce dernier point. On veut bien reconnaître la justesse des analyses, ce qui n'engage à rien, et admettre que de petites associations se mobilisent - quitte à récupérer leurs succès sur le terrain. Mais pour le reste (les élections, la gestion des « problèmes ») place aux stratèges, place aux compétents, place aux grands partis !

L'élection de Marie-France Stirbois à Dreux vient de souligner l'ampleur de l'échec de ces prétendus experts. Pourtant ils ont tout essayé, avec une suffisance qui masquait une rare confusion intellectuelle et le caractère désordonné de leurs entreprises : campagnes de dénigrement, réprobation morale, manœuvres électorales, complaisances, démagogie, silence et inaction « à cause des élections » ou « pour ne pas réveiller les démons assoupis »... On a tout tenté, on a dit n'importe quoi, et le Front national a continué de progresser.

Si l'échec des partis politiques classiques et des gouvernements successifs doit être souligné, il ne peut expliquer à lui seul l'audience croissante du Front national. Jean-Marie Le Pen a eu et a toujours contre lui la totalité des intellectuels et la plupart des organes de presse qui ont, à juste titre, dénoncé ses mensonges, ses violences verbales et ses obsessions. Mais, là encore, rien n'y fait puisque le chef du Front national multiplie les provocations et franchit des limites jugées indépassables sans perdre son crédit politique : d'abord la xénophobie militante, puis la reprise des thèses révi-

sionnistes quant à l'extermination des Juifs, et maintenant la dénonciation de l'internationale judéo-maçonnique. Les premières fois on s'indigne, puis on publie mécaniquement un communiqué, et le discours antisémite devient peu à peu une banalité. Ainsi, le Front national peut accuser la classe politique d'être aux ordres du B'nai Brith sans que cette folie soit même relevée... Depuis cinq ans, les barrages électoraux ont sauté les uns après les autres et les interdits politiques et éthiques sont désormais publiquement transgressés. Or face à ce danger visible, sinon mesuré et compris, la capacité de résistance des formations politiques classiques paraît aujourd'hui faible voire inexistante.

QUELLES REPLIQUES ?

A droite, il est vrai quelques uns parlent et agissent avec constance et courage - Simone Veil, Bernard Stasi, Michel Noir - mais ils sont isolés, y compris dans leur propre parti. Dans son ensemble, l'opposition de droite est depuis cinq ans d'une faiblesse et d'un aveuglement redoutables. La bourgeoisie libérale, telle que l'exprime M. Giscard d'Estaing, devrait se souvenir que la condescendance méprisante qu'elle a manifesté dans l'histoire à l'égard des courants national-populistes n'est d'aucune protection contre ceux-ci : ne pas admettre quelqu'un au salon ne l'empêche pas de prendre le pouvoir. Quant au courant chiraquien, il répète, avec une obstination suicidaire, ses erreurs de la période 1986-1988. Malgré les résultats de J.M. Le Pen au premier tour de la présidentielle, MM. Chirac et Pasqua n'ont toujours pas compris que la reprise des thèmes du Front national renforçaient la crédibilité et la puissance de celui-ci. Qu'ils continuent ainsi et ils seront balayés : à choisir entre deux politiques d'exclusion, l'électorat protestataire choisira inmanquablement la plus dure.

Quant à la gauche, lamentablement défaite à Dreux, elle paie et paiera de plus en plus cher son absence de réflexion, ses erreurs d'analyse et la mollesse de ses réactions. La gauche, c'est-à-dire le Parti socialiste, comme toujours divisé et incohérent dès lors

que se pose une question décisive, mais aussi le gouvernement. Pendant quinze mois, pas de politique de l'intégration mais un silence frileux qui a conforté l'audience du Front national puisque lui seul parlait, fort et net, de l'immigration. Là encore, l'élection de Marie-France Stirbois a souligné la gravité de la faute tactique, que Matignon tente maintenant d'effacer en prenant, dans la hâte, des mesures administratives. Pour qu'elles réussissent, il faudrait que les décisions annoncées ne soient pas réduites ou annulées par les procédures bureaucratiques, et que les dispositifs de l'intégration soient éclairés par une politique. Or Matignon a refusé de créer le ministère qui aurait incarné symboliquement cette politique, et qui aurait eu pour tâche d'en faciliter l'exécution. Mais où ai-je la tête ? La politique, à gauche, ce sont les guerres picrocholines des courants où se jouent le congrès de Rennes et la prochaine élection présidentielle...

Ainsi, une large voie s'ouvre devant le Front national, qui peut le placer en tête de la droite à la prochaine consultation nationale si les formations classiques et le gouvernement ne se décident pas à réagir. Comment ? Nous avons tous les éléments qui nous permettent d'ôter au discours lepéniste sa séduction, et de priver le Front national des votes protestataires qui se portent abusivement sur lui. Plutôt que de s'acharner sur l'homme Le Pen, l'affronter sur le terrain des mots qu'il détourne et des valeurs qu'il subvertit. Plutôt que de mépriser l'électorat du Front national, comprendre qu'il proteste contre le chômage, la pauvreté, l'urbanisme misérable, et l'aimer, oui l'aimer assez pour former un projet économique, social, urbain, scolaire... qui brise les logiques de ségrégation, d'exclusion et d'appauvrissement. Plutôt que de fantasmer sur les immigrants clandestins, condamner durement ceux qui exploitent la main-d'œuvre clandestine. On le sait, on le dit, mais on respecte trop l'orthodoxie budgétaire, les privilégiés, les potentats de droite et de gauche et les féodalités administratives pour passer aux actes. Nous ne pouvons nous résigner à ce conservatisme : devant nous, un gouffre est grand ouvert.

Bertrand RENOUVIN